



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**02-07-2015**

## *La Grèce et nous*

**E**n Grèce les événements se précipitent, les résultats du référendum de dimanche modifieront encore leur déroulement. Dès lundi matin tous les grands moyens d'information du monde entier, gouvernements et autres, s'acharneront à répandre partout, leur version, celle du monde capitaliste.

Raison de plus pour ne pas perdre de vue un seul instant la donnée politique fondamentale qui est à l'origine de ce que subit ce pays: la lutte des classes à l'échelle internationale.

Nous rappelons dans cet article l'origine et la nature de la crise que supporte la Grèce.

Mardi prochain nous donnerons notre analyse du résultat du référendum et des suites prévisibles de la lutte qui en découlera.

### **L'origine et la nature de la crise**

En France, Les Républicains, l'UDI etc. accusent les Grecs « d'avoir vécu au-dessus de leurs moyens avec les emprunts ». Hollande et son gouvernement socialiste souhaitent que la Grèce reste dans l'Union Européenne et l'Euro à condition qu'elle paie ses dettes et continue d'accentuer l'austérité. Le Front de Gauche affirme que le mal provient uniquement de la Banque Centrale Européenne, du FMI, de la Commission européenne, sous l'hégémonie allemande.

Pour d'autres encore comme le FN c'est l'UE et l'euro qui ont engendré la crise grecque.

**Toutes ces « explications » épargnent volontairement la responsabilité du système capitaliste.** C'est pourtant lui qui utilise les « instruments » que sont l'euro, les emprunts et les

intérêts de la dette pour satisfaire les intérêts et profits des multinationales.

**En Épargnant le capitalisme,** tous mettent en avant leur conception selon laquelle, il y aurait un « autre et un bon » capitalisme « national » et « social ».

Le capitalisme en créant l'UE et la zone euro avait (et a toujours) pour seul objectif de réaliser le profit maximal. La classe capitaliste grecque ne fait pas exception, elle porte une écrasante responsabilité.

**La remise en cause du capitalisme dans la crise grecque et dans les autres pays est essentielle pour proposer la seule alternative valable.**

La crise grecque s'est nourrie de certaines particularités du capitalisme grec comme les « zéro impôt » des armateurs et de l'Église orthodoxe, des dépenses militaires élevées, de la fuite constante de capitaux des capitalistes grecs, de l'organisation de jeux olympiques coûteux et objets de corruption élevée.

**L'aspect principal de la crise en Grèce, c'est bien le système d'exploitation capitaliste et sa crise mondiale.**

Autre preuve, l'austérité a commencé – comme dans les autres pays – avant l'entrée dans l'euro et les memoranda.

A la fin des années 90, le gouvernement du PASOK (Parti Socialiste) a entrepris un vaste programme de privatisations (banques, télécom, énergie) et de mesures antipopulaires (gel des salaires, hausse des impôts pour les couches moyennes et populaires).

Les capitalistes grecs voulaient accéder au « grand marché européen », entrer dans la zone euro pour bénéficier d'une monnaie forte et emprunter à des taux d'intérêts réduits.

Dès leur entrée dans la zone euro, les capitalistes de ce pays et leur État renforcèrent leurs opérations parasites. Ce furent les emprunts auprès des banques françaises, allemandes, britanniques pour rembourser les dettes de leur État. Les dépenses militaires restaient à un niveau très élevé notamment pour satisfaire les achats de matériels français et allemand. Malgré cela, l'OCDE (Organisation du Commerce et du Développement Économique) jugeait bon de saluer le dynamisme de l'économie grecque en 2007. Pourtant, le déficit public grimpait permettant ainsi la montée du taux de profit grâce également à la politique d'austérité.

Les banques privées des États de l'UE voyaient une manne pour leur rentabilité avec la montée de la dette et surtout avec les intérêts de cette dette.

Mais avec l'aggravation de la crise mondiale du capitalisme en 2007-2008, les banques commencèrent à s'inquiéter de la solvabilité de la Grèce et donc de leurs propres profits.

Fin 2009, les banques françaises détenaient pour 57 milliards d'euros de dette grecque, devant les banques allemandes (34 milliards). En 2010, ces mêmes banques, après la faillite de Lehman Brothers, craignirent le non remboursement de la dette grecque. Dès lors pour ces banques privées, il fallut se tourner vers l'UE et les organismes financiers pour « socialiser » les coûts en pillant l'argent public.

La BCE a donc acheté les titres de la dette sous forme de bons du trésor qui, entre 2010 et 2014, lui ont rapporté 2 milliards d'euros par an. En échange des prêts, se mit en place en Grèce une politique de super austérité : gel des salaires, flexibilité généralisée, hausse de la TVA, recul de l'âge de la retraite de 37 annuités à 40.

**Les banques privées ont été sauvées et ont de plus bénéficié d'aides publiques. Mais c'est le peuple qui est le débiteur de la crise du capitalisme.**

Le Fonds européen de stabilité financière a prêté 141,8 milliards à la Grèce. Tout cela sous forme d'emprunts. La France garantit 31 milliards de cette somme ; c'est à dire qu'elle n'a pas versé l'argent. Pour cette garantie, elle a emprunté et ne paiera que si la Grèce fait faillite. Les prêts de la zone euro se montent à 226,9 milliards avec un taux d'intérêt de 1,5 % qui ne seront payés que dans 10 ans.

Existent également des prêts bilatéraux dont les taux sont variables selon les pays. Concernant la France, les intérêts des prêts ont rapporté, depuis 2010, 729 millions d'euros comme recettes dans le budget de l'État.

Somme qui correspond au budget annuel du Ministère de la Culture. Mais le caractère spéculatif et parasitaire du capitalisme se manifeste puisque les prêts français se font par des emprunts avec intérêts !

**Nous voyons donc que la crise grecque est la manifestation exacerbée de la crise générale du capitalisme.**

**La Grèce sert de laboratoire aux multinationales**

à leur État et à l'UE pour détruire les conquêtes sociales obtenues par les luttes au 20ème siècle afin que la crise du capitalisme soit payée par les seuls travailleurs.

Le peuple grec a payé et paie le plus lourd tribut à la crise du capitalisme. Le PIB a baissé de 25 % depuis 2010.

Les couches populaires connaissent une véritable paupérisation. Les retraites allongées de 61 à 65 ans ont été réduites de 40 % pour les couches moyennes, de 15 à 25 % pour les ouvriers et employés.

En moyenne, les travailleurs grecs touchent 500 euros de pension dans un pays où les prix sont comparables à ceux de la France ! Le salaire minimum a été baissé d'un tiers. La fonction publique a perdu 1/3 de ses effectifs depuis 5 ans. La paupérisation se vérifie dans ce chiffre dramatique : 44 % des grecs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le chômage touche, selon les chiffres officiels, 1 380 000 personnes, soit 28 %. Le nombre de chômeurs a triplé en 20 ans. Les jeunes de 15 à 24 ans sont les premières victimes avec 61,4 % de sans-emploi.

Confrontés à la brutalité de la politique capitaliste, les travailleurs de Grèce ont fait preuve de détermination et d'une haute combativité. De nombreuses grèves générales ont été déclenchées et ont arraché certains reculs au Capital. PAME, syndicat de lutte de classe où agissent beaucoup de militants du KKE (Parti communiste de Grèce) constitue la force la plus combative. Cependant le réformisme syndical et politique encore dominant représente un point d'appui précieux pour la classe capitaliste grecque et l'UE.

**Seule la lutte et la mobilisation populaire en Grèce comme partout peuvent faire reculer le capital dans la perspective d'abattre le capitalisme.**

\*Dans notre prochain article de mardi nous analyserons l'activité du gouvernement actuel et de Syriza, celle du KKE (Parti Communiste) et du PAME.